

# ÉCONOMIE ALGÉRIENNE : ACCOMPAGNER LA RELANCE PAR UNE POLITIQUE DE L'OFFRE

L'économie algérienne est sortie de la récession mais son dynamisme reste en deçà de ses potentialités : la croissance est molle ; le climat des affaires n'est pas favorable ; les entreprises nationales continuent de perdre des parts de marché et les importations explosent ; la gestion du chômage fait office de politique de l'emploi.

On sait que la fin des années 1980 et le début des années 1990 ont été marqués, pour l'économie algérienne, par une sérieuse récession accompagnée d'une forte inflation et un important chômage.

L'état de la dette publique, tant externe qu'interne, a contraint les pouvoirs publics à de sévères programmes de stabilisation macro-économique et d'ajustement structurel sous le contrôle du Fonds monétaire international.

Ces programmes ont certes eu un fort coût social, mais la situation financière tant interne qu'externe du pays a été assainie et ces programmes ont permis, dans le sillage d'un marché pétrolier mondial favorable, de réunir les conditions d'un redémarrage de l'économie nationale.

En 2001, un premier plan de relance économique 2001/2003 (de 7 milliards de dollars) est adopté, suivi par un second programme quinquennal de consolidation de la croissance 2005/2009 d'une enveloppe financière de 144 milliards de dollars.

Ces deux plans financés par le budget de l'Etat ont ciblé une relance par la demande bien qu'insuffisante fondée sur d'importants investissements publics et une revalorisation salariale visant à stimuler la consommation.

Les résultats obtenus sur la croissance ont été en deçà des attentes, mais ont tout de même atteint 4 points en moyenne annuelle sur la période. Cette croissance a cependant été à fort coût d'importations tant de biens et de services que d'ac-

tivités de réalisation confiées à des entreprises étrangères. En un mot, le multiplicateur a, semble-t-il, tout en produisant quelques effets, plus joué à l'extérieur qu'au sein de l'économie nationale. Celle-ci a été contrainte par l'absence d'une stratégie en faveur de l'entreprise algérienne pour l'aider à participer pleinement à la fabrication de la croissance, à la création d'emplois et à la contribution significative aux recettes fiscales ordinaires de l'Etat.

En un mot, la relance par la demande nécessaire et utile pour le redémarrage de l'économie a été décevante à cause de l'absence d'une politique de l'offre qui aurait permis à l'entreprise algérienne d'être pleinement un acteur dans le nouveau dynamisme attendu de l'économie nationale. Et cette politique de l'offre, en appui de la relance par la demande, était d'autant plus possible que les disponibilités financières du pays sont réelles.

Aujourd'hui, l'ancrage dans la durée de la croissance économique et l'amélioration des scores atteints passent nécessairement par une politique de l'offre qui met l'entreprise et notamment l'entreprise privée, qui réalise l'essentiel de la valeur ajoutée globale hors hydrocarbures, au centre des préoccupations de la politique économique.

Que peut être une politique de l'offre dans le contexte économique actuel de notre pays ?

L'un des paradoxes de la relance économique algérienne est que, comme nous venons de le signaler le multiplicateur joue à l'extérieur (ce que traduit l'explosion des importations) au moment même où des capacités de production oisives sont disponibles dans le pays. Cette relance mise en œuvre dès la fin de l'année 2001 butte aujourd'hui sur deux obstacles majeurs :

1 - L'insuffisance de l'offre expliquée déjà par toutes ces capacités oisives

2 - L'ouverture internationale et la déprotection de l'économie.

A l'évidence, l'entreprise algérienne n'arrive pas à décrocher des parts sur son propre marché intérieur. Derrière cette absence de compétitivité, il y a plusieurs facteurs qui plombent les performances de l'entreprise algérienne.

Rappelons que la politique de l'offre se fonde sur l'analyse selon laquelle la récession économique ou même la croissance atone s'explique par le découragement des entrepreneurs à livrer une bataille perdue d'avance pour cause de prélèvements obligatoires très lourds, de politique de crédit restrictive amplifiée par un système bancaire peu efficace, de marché du travail très rigide où les difficultés à recruter et à licencier sont réelles.

Ces caractéristiques se retrouvent bien évidemment dans le contexte économique algérien qui a en plus ses particularités pénalisantes : la mise à niveau des entreprises qui devait faire suite à l'ouverture de l'économie accuse un retard considérable, l'expansion du secteur informel met à bas la loi sur la concurrence et pénalise fortement le secteur des entreprises qui subissent une concurrence déloyale, la disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée est rare, la protection tarifaire est l'une des plus faibles sinon la plus faible du pourtour méditerranéen.

Par ailleurs, le climat des affaires est décourageant : la lourdeur des procédures, les difficultés d'accès au foncier industriel, l'absence de banque d'investissement sont des contraintes réelles et connues des entrepreneurs mais aussi des « policy makers ».

La politique de l'offre qui est attendue des pouvoirs publics doit viser à libérer l'entreprise de toutes ces contraintes : diminution de la pression fiscale, diminution des autres charges obligatoires qu'elle



Par Abdelmadjid Bouzidi  
abdelmadjidbouzidi@yahoo.fr

doit payer, mise en place d'une politique de crédit moins restrictive avec abaissement des taux d'intérêt et assouplissement des barrières à l'accès au crédit bancaire, mise en œuvre d'un véritable programme pro-investissement où l'Etat joue le rôle de facilitateur et d'accompagnateur de l'investisseur privé national, flexibilité sur le marché du travail tout en assurant la sécurité du travailleur, faciliter les recrutements mais aussi les fins de contrat qu'on doit amortir par des politiques de sécurisation des travailleurs.

La croissance économique se fabrique d'abord dans l'entreprise, la création de l'emploi aussi. Il est temps que l'Etat élabore et mette en application une politique complète, cohérente et déterminée, en faveur de l'entreprise, une véritable stratégie d'appui à la PME. Bien évidemment, l'importance de la tâche et de son enjeu nécessite bien plus que le ministère actuel en charge de cette question, un ministère aujourd'hui bien marginal.

A. B.

Le Soir sur Internet :  
<http://www.lesoiralgerie.com>  
E-mail : [info@lesoiralgerie.com](mailto:info@lesoiralgerie.com)

## POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

[laalamh@yahoo.fr](mailto:laalamh@yahoo.fr)  
[laalamhakim@hotmail.com](mailto:laalamhakim@hotmail.com)



## LESQUELS ?

«Abdekka s'est payé un avion.»

Maintenant, faut qu'il le prenne !

Mohamed Chérif Abbas a choisi Ghardaïa pour lancer un appel solennel à la jeunesse algérienne. Le ministre des moudjahidines l'a exhortée à «prendre exemple sur les aînés». D'accord sur le principe ya Si Cherif. Mais une question. Une petite question. Une simple question : «quels aînés ?» Faut nous préciser M'sieur. Parce que y a aînés et aînés. Les aînés qui ont combattu la France coloniale et sont tombés au champ d'honneur, j'en connais. Les aînés qui ont combattu l'envahisseur, ont libéré le pays et sont rentrés chez eux sans rien demander, j'en connais aussi. Les aînés qui ont combattu l'occupant, ont libéré le pays, ont assumé des responsabilités puis se sont retirés à l'ombre apaisante de leur gloire, j'en connais aussi. Comme je connais des aînés qui ont ouvert des fonds de commerce où ils dealent leur «passé révolutionnaire» au prorata des avantages accordés par la république généreuse. Comme je connais des aînés qui n'ont connu d'exploits révolutionnaires que le fait de s'être accoudés

sur les promontoires des ports pour voir, de dos, les pieds-noirs quitter le pays. Pour certains de ces compatriotes, les glandes lacrymales sont même entrées en action ces jours-là. Comme je connais des aînés aujourd'hui «en poste» qui, au fond de leurs immenses jardins ou dans leurs vastes greniers, gardent cachés, enveloppés dans de précieux écrans, les témoignages brillants et clinquants de leur amitié active avec l'occupant, colifichets en métal douteux gravés de leur matricule d'infâmes collabos et surmontés de rubans bleu-blanc-rouge. Comme je connais des aînés dont je ne me souviens pas qu'ils aient été jeunes avant d'être nos aînés. Aînés éternels, ils font prévaloir leur droit d'aînesse patriotique pour ne pas rentrer chez eux, ou de n'y rentrer que les pieds devant, laissant la place à leurs rejetons pour qui ils ont créé des officines chargées officiellement de la redistribution de la rente révolutionnaire. Après la révolution des pères, nous vivons celle des fils. Alors, Monsieur le Ministre des Moudjahidines. Qui sont ces aînés sur lesquels la jeunesse doit prendre exemple aujourd'hui ? Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.